

acquise au cours de ses visites des pays asiatiques depuis une vingtaine d'années. Je pense qu'il est possible dans un pays tout à fait sous-développé de recourir à une approche dictatoriale de l'économie, de la politique, etc. Je ne pense pas que le peuple canadien accepte cette sorte de solution.

On a dit et redit récemment que le premier ministre avait un système économique électoral. C'est probablement ce qui s'est dit de plus juste depuis quelques semaines. Nous, de ce parti, avons proposé des suggestions. D'après ce que j'ai lu et entendu, ces suggestions ont été, en règle générale, acceptées par les économistes canadiens et par de nombreux hommes politiques. Nous mettons le gouvernement au défi de se rendre dans les quelques heures qui restent à notre suggestion de présenter des propositions offrant aux Canadiens des motifs d'encouragement et de compenser l'état de grande dépression psychologique et les véritables problèmes de chômage qui existent au Canada à l'heure actuelle.

M. Steven Otto (York-Est): Monsieur l'Orateur, j'avais espéré, au cours de ce débat, entendre des propositions concrètes sur le problème du chômage. C'est de toute évidence un grave problème. Il touche non seulement les 538,000 chômeurs mais également 400,000 ou 500,00 autres Canadiens qui craignent de perdre leur emploi. J'aurais espéré que la politique ne jouerait pas un rôle essentiel comme cela a été le cas jusqu'ici.

Des voix: Bravo!

M. Otto: J'ai regardé le chef de l'opposition (M. Stanfield) à la télévision lorsqu'on l'a interviewé à Vancouver. J'ai été défavorablement frappé par la hargne de ceux qui l'ont attaqué ainsi que par leur sentiment de frustration. Je ne pense pas qu'il le méritait. Il essayait sincèrement, je crois, de démêler leur problème. Cette attaque atteignait tous les députés. Nous avons perdu du prestige. Notre rôle n'a plus aucun sens aux yeux des chômeurs. Ils ne nous blâment pas. Ils estiment qu'il est inutile de blâmer les députés, parce qu'ils n'y sont pour rien. Ils disent que nous n'avons aucune raison d'être. Ces gens n'ont même pas attaqué le gouvernement.

De 1959 à 1962, et singulièrement en 1962, j'ai reçu beaucoup de lettres et d'appels téléphoniques de sans-travail. Aujourd'hui, d'autres reçoivent des communications écrites ou téléphoniques, ce sont les hommes politiques provinciaux et locaux et les hommes d'affaires. Les députés doivent faire leur examen de conscience. Combien d'entre eux estiment qu'une entente réelle existe entre eux et les citoyens? Ceux-ci, les chômeurs surtout, ont manifesté leurs sentiments à l'endroit du chef de l'opposition et de la Chambre. Nous l'avons sans doute mérité.

J'espérais que le débat nous apporterait de nombreuses idées nouvelles. Au lieu de cela, on a condamné le gouvernement pour ce qu'il a fait, bien qu'il ait reconnu s'être peut-être légèrement trompé. Qu'est-ce que les députés de l'opposition attendent du gouvernement? Veulent-ils qu'il s'agenouille, se flagelle et dise «mea culpa, mea culpa»? Cela ne réglera pas le problème du chômage. A mon sens, le gouvernement a répondu d'une manière parfaitement logique aux députés de l'opposition qui avaient suggéré de réduire les impôts. Les dégrèvements fiscaux n'intéressent pas les chômeurs qui, de toute façon, ne paieront pas d'impôts, et ceux qui ont du travail

[M. Lundrigan.]

s'estiment tellement heureux qu'ils ne voient pas d'inconvénient à payer leurs impôts. Et où le gouvernement prendrait-il, sans les impôts, l'argent nécessaire au financement de ces programmes? Il me semble que la réponse du ministre mériterait que l'opposition lui consacre quelques remarques empreintes de bon sens. Depuis l'intervention du ministre, il y a eu deux discours, mais nous n'avons pas entendu un mot à ce sujet.

● (5.40 p.m.)

Une voix: Le ministre se refuse à écouter.

M. Otto: Mais si, il écoute. Il serait heureux qu'on lui fasse des suggestions intéressantes. Il a répondu d'une manière logique à ceux qui lui suggéraient de réduire les impôts, car il s'agit là d'un problème sur lequel il convient de prendre position maintenant, et non plus tard.

Puis il y a cette taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Je me félicite de ce que les députés d'en face souhaitent si vivement l'abolition de cette taxe. J'ai travaillé pendant 20 ans dans la construction de logements et je puis leur dire que l'abolition de la taxe de vente n'entraînera pas une diminution des prix des terrains.

Une voix: Et alors.

M. Otto: La taxe ne s'applique pas au terrain. Le prix du terrain correspond à la moitié du prix du logement. Les mises en chantier sont plus nombreuses cette année que les années précédentes. Ce n'est pas que je présente le tableau de l'habitation comme parfait. J'ai eu l'occasion de dire de rudes vérités au ministre au sujet de notre programme d'habitation, mais je n'estime pas qu'en supprimant la taxe de vente on créerait immédiatement un plus grand nombre d'emplois.

Je le répète, les propositions réalistes ont fait défaut au cours du débat. Nous n'avons entendu qu'escarmouches politiques dans un sens et dans un autre, au lieu d'idées sur les mesures immédiates et à long terme à adopter. Nous perdons notre temps, et il ne faut pas s'étonner que les Canadiens, tant ceux qui sont employés que les chômeurs, sont mécontents de nous et ne nous accordent absolument aucune confiance. Nous pouvons étudier ces questions jusqu'à la fin du monde, tant que nous n'aboutissons pas à une conception réelle des faits nous serons impuissants à y trouver une réponse satisfaisante.

M. Lambert: Vous vous reposez.

M. Otto: Ah, oui? Attendez une minute. Écoutez. Le vrai problème, c'est encore l'inflation. Le gouvernement a expliqué que si nous laissons l'inflation continuer, elle va nous interdire, en faisant monter les prix de revient, les marchés d'exportation dont nous dépendons dans une grande mesure. C'est aussi simple que cela. Si cela se produisait, nous n'aurions plus d'emplois. Le premier ministre (M. Trudeau) n'aurait pas dû dire que si nous refusons les mesures de restriction, nous préconisons l'inflation. Je suis d'accord avec le gouvernement quand il dit que le problème, en dernière analyse, c'est l'inflation. Mais l'inflation n'a pas été causée par une surabondance d'argent par rapport aux rares biens disponibles, mais à notre production trop faible.